18 FEV 1963

L. 8145/1.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 11 octobre 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au vol d'usage", a donné le 23 novembre 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 11e oktober 1962 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de gebruiksdiefstal", heeft de 23e november 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de compléter le chapitre du Code pénal relatif aux vols et extorsions par des dispositions organisant la répression d'une infraction qu'il dénomme "vol d'usage" et qui consiste dans le fait d'utiliser contre le gré du propriétaire une chose appartenant à autrui mais dans des conditions autres que celles qui sont constitutives du vol défini par l'article 461 du Code pénal.

Il propose à cet effet d'insérer dans le Code pénal un article 461bis et un article 463bis ainsi rédigés:

"Article 461bis. Celui qui, sans tomber sous le coup de l'article précédent, utilise une chose qui ne lui appartient pas contre le gré de son propriétaire, est coupable de vol d'usage.

Sauf ce qui est dit à l'article 463bis, concernant le montant des peines, toutes les dispositions légales relatives au vol sont applicables au vol d'usage.

Article 463bis. En dehors des spécifications établies au présent chapitre, le vol d'usage prévu à l'article 461bis est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs".

Le cas envisagé est celui de "l'emprunt forcé" d'objets appartenant à autrui - principalement de voitures automobiles - pour en faire un usage momentané et avec l'intention de les restituer, c'est-à-dire sans l'intention de se les approprier, qui caractérise le vol proprement dit.

.../...

Dans l'esprit du Gouvernement, la nécessité de recourir au législateur se trouve à la fois dans le danger social que représente la multiplicité des faits de l'espèce et dans la jurisprudence récente de la Cour de Cassation, qui se refuse à considérer comme vol l'enlèvement d'une chose appartenant à autrui lorsque cet enlèvement s'accompagne de l'intention de la restituer (arrêt du 16 novembre 1959, Pas. 1959, I, 325).

Cette interprétation, qui s'écarte de celle de la Cour de Cassation de France, constitue un obstacle à la répression de faits qu'il y a intérêt à réprimer et justifie dès lors l'intervention du législateur.

\+

\+ \+

Selon l'arrêt précité de la Cour de Cassation, les conditions légales du vol ne sont pas réunies lorsque la chose d'autrui a été soustraite non pas en vue d'une appropriation, c'est-à-dire "animo domini", mais avec l'intention de la restituer. Il découle de cette interprétation que la restitution effective ou la non restitution sont sans influence sur l'existence ou l'inexistence du délit de vol dès l'instant où l'intention de restituer existait au moment de l'appréhension.

Le fait que le texte du projet crée un délit nouveau dénommé "vol d'usage" semble indiquer que le Gouvernement s'est rallié à l'interprétation de la Cour de Cassation. Si la répression de ce délit est

presqu'entièrement identique à celle du vol, sa définition, par contre, exclut expressément les éléments constitutifs du vol, ("sans tomber sous le coup de l'article précédent", article 1er du projet). La lecture du début de l'exposé des motifs confirme cette impression, de telle sorte qu'à première vue, l'on peut croire que le projet a bien pour but d'organiser la répression de l'enlèvement de la chose d'autrui effectué avec intention de la restituer.

La suite de l'exposé des motifs contredit cette opinion; il y est expressément déclaré, en effet, que "si le vol d'usage est bien un vol et doit être puni comme tel, il paraît néanmoins que l'intention de restituer l'objet à son propriétaire, effectivement réalisée, mérite en général une atténuation de la peine d'emprisonnement qui, en vertu de l'article 463 du Code pénal, peut atteindre cinq ans pour les vols ordinaires". Plus loin, parlant de la tentative de vol d'usage, l'exposé des motifs déclare : "A ce stade de l'infraction, une éventuelle intention de restituer l'objet ne s'est pas encore traduite en acte; il serait difficile de la déceler".

De ces deux passages de l'exposé des motifs, il faut conclure que, dans la pensée du Gouvernement, le vol d'usage n'est pas une infraction distincte du vol, mais une variété de vol qui se distingue du vol ordinaire en ce que l'enlèvement de la chose d'autrui s'accompagne de l'intention de la restituer, et est suivi de la restitution effective.

Si telle est bien l'intention du Gouvernement, le projet soulève les observations suivantes :

I.

Selon le système du projet, le "vol d'usage" ne sera consommé qu'au moment de la restitution. C'est à ce moment, en effet, que seront réunis les trois éléments constitutifs de l'infraction : la soustraction, l'intention de restituer et la restitution effective. Il en résulte que la soustraction de la chose d'autrui avec intention certaine de la restituer ne serait pas punissable avant la restitution; en effet, avant celle-ci, les faits ne pourraient être punis ni comme vol puisqu'il y a intention de restituer (arrêt de la Cour de Cassation), ni comme vol d'usage puisque, par définition, il n'y a pas encore de restitution.

Le projet n'organise donc pas la répression de l'enlèvement de la chose d'autrui lorsque les faits ne constituent pas un vol au sens donné à ce terme par la Cour de Cassation. Le seul résultat auquel le projet aboutit est de ramener de cinq à trois ans le maximum de la peine que le juge pourra prononcer lorsque l'enlèvement de la chose aura été suivi de sa restitution. Il n'est point besoin de légiférer pour atteindre ce résultat; en effet, lorsqu'il fixe la peine, le juge doit tenir compte de toutes les circonstances de la cause, favorables ou défavorables au prévenu. Lorsque l'infraction qu'il aura à juger consistera en un vol, le juge ne manquera pas de tenir compte du fait que la chose volée aura été restituée. Il pourra d'ailleurs, dans l'appréciation de cette circonstance et de la mesure dans laquelle elle justifie une diminution de la peine, rechercher si la restitution est la réalisation d'une intention existant au moment de l'enlèvement, ou

l'effet du remords ou encore celui de la peur des conséquences du vol. Telle est la mission essentielle du juge statuant au répressif et l'on ne voit pas que le législateur puisse utilement intervenir pour l'appréciation de ces différentes nuances, dès l'instant où l'infraction qu'il caractérise n'est rien d'autre qu'une variété de vol.

II.

Le projet prévoit que la tentative de "vol d'usage" sera punie comme la tentative de vol. L'on notera d'abord que les peines établies pour le "vol d'usage" consommé sont précisément - sauf quant au maximum de l'amende - celles de la tentative de vol simple, de telle sorte que le projet attache à la tentative de vol d'usage pratiquement les mêmes peines que celles qui s'attachent au délit consommé. Ce système se concilie mal avec les principes généraux du droit pénal belge. Si, dans les innombrables infractions créées par le Code pénal et par les lois particulières, il en est dont la tentative est punie comme le délit consommé, les exemples en sont cependant extrêmement rares .

Au surplus, l'on doit se demander si la tentative de vol d'usage est juridiquement possible; elle ne pourrait consister dans le fait d'être empêché de soustraire la chose d'autrui, puisque dans le système du projet la seule soustraction, accompagnée de l'intention de restituer, ne constituera pas un délit. La tentative ne pourrait consister non plus dans le fait d'avoir été

.../...

empêché de restituer. Selon les principes généraux du droit pénal , il y a tentative lorsque l'auteur du délit a été empêché de poursuivre la réalisation d'une intention culpeuse commencée, La restitution au contraire marque non pas la volonté de poursuivre la réalisation d'une intention culpeuse, mais celle de réparer les conséquences de la soustraction frauduleuse.

III.

Si le fait même de la restitution peut être aisément établi, il ne faut pas perdre de vue qu'elle doit être la réalisation d'une intention antérieure, intention qui doit exister au moment de l'enlèvement de la chose; il ne suffirait pas que l'auteur, pris de remords ou de peur ,se décide à restituer la chose qu'il avait primitivement l'intention de s'approprier. Sera-t-il jamais possible d'établir, sauf par l'aveu du prévenu, que la restitution de la chose enlevée n'est pas la consécration d'une intention initiale ? Le doute devant bénéficier au prévenu, tout enlèvement de la chose d'autrui suivi de sa restitution effective ne pourra jamais plus être considéré que comme un vol d'usage. Pratiquement la restitution ne constituera donc en fait rien d'autre qu'une circonstance atténuante; à la différence du système actuellement en vigueur, cette circonstance , au lieu d'être laissée à l'appréciation du juge, sera établie par la loi même.

IV.

En faisant de la restitution effective un élément qui caractérise l'infraction, le projet crée un délit qui se décompose en deux comportements distincts : l'enlèvement avec intention de restituer, d'une part, et la restitution, d'autre part. Il crée ainsi un type nouveau de délit, qui ne sera ni un délit instantané, ni un délit continu, mais, en quelque sorte, un "délit en deux temps". Entre ces deux comportements, il peut s'écouler un temps plus ou moins long. Quel sera le point de départ de la prescription ? Le projet est muet à cet égard, ce qui laisse supposer que le Gouvernement entend appliquer à cette infraction les règles de droit commun : le délit ne sera consommé qu'au moment de la restitution et ce sera, à ce moment, que la prescription triennale commencera à courir, alors que s'il s'agissait d'un vol pur et simple, la prescription commencerait à courir au moment de la soustraction frauduleuse et pourrait même être déjà acquise au moment d'une éventuelle restitution. Si le cas d'une restitution survenant après plusieurs années est peu vraisemblable en ce qui concerne les véhicules automobiles, il pourrait en être autrement pour d'autres objets, tels : tableaux, livres et objets d'art.

V.

Les mots "sans tomber sous le coup de l'article précédent" visent non seulement le texte de l'article 461, mais encore et surtout l'interprétation que la Cour de Cassation en a donnée, notamment en ce qui

concerne la volonté d'appropriation. Or, si un texte est immuable aussi longtemps que le législateur ne le modifie pas, l'interprétation en est toujours mouvante dans le temps et dans l'espace. Les tribunaux ne sont pas liés par la jurisprudence de la Cour de Cassation; il peut advenir aussi que la Cour elle-même modifie sa jurisprudence antérieure; dans ce cas, la disposition en projet serait dépourvue de portée et même de signification.

VI.

Le projet soulève encore quelques observations moins fondamentales :

1° il est inutile que la loi elle-même donne une dénomination spéciale aux faits qu'elle érige en infraction; cette définition n'ajoute rien au texte; mieux vaut laisser ce soin à la doctrine , comme elle l'a fait pour le vol domestique ou pour le vol qualifié;

2° le fait de caractériser l'infraction comme étant l'"utilisation" de la chose d'autrui ne paraît pas heureux . Ce n'est pas le fait d'utiliser la chose, mais bien celui de la soustraire qui doit être considéré comme l'élément matériel de l'infraction. La question est plus qu'une question de mots : si pour une raison quelconque, l'auteur de la soustraction ne peut utiliser la chose, le principe de la stricte interprétation du droit pénal le fera échapper à la répression;

.../...

3° il ne se justifie pas que "l'utilisation" ne soit punissable que si elle se fait contre la volonté du seul propriétaire; il doit en être de même si elle se fait contre la volonté d'un détenteur de droit réel, comme l'usufruitier, ou de quiconque possède le droit d'utilisation de la chose sans en être propriétaire;

4° l'équivoque que crée la discordance entre le texte du projet et l'exposé des motifs quant à la nature de l'infraction dénommée "vol d'usage" risque d'entraîner des difficultés pour l'application des lois qui font appel à la notion de vol (voir par exemple la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, article 3, alinéa 1er), et pour l'exécution de contrats qui font appel à cette même notion (par exemple:le contrat d'assurance contre le vol).

\+

\+ \+

Les conséquences auxquelles aboutit le système du projet incitent le Conseil d'Etat à en proposer une refonte complète.

Le système que le Conseil d'Etat suggère s'inspire de la proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre des Représentants, le 29 juin 1961 (proposition CHARPENTIER - Doc. Ch. 102 - S.E. 1961, n° 1);cette proposition consiste à compléter l'article 461 du Code pénal par une disposition

qui assimile au vol et punit des mêmes peines l'utilisation d'un véhicule automoteur ou d'un cycle contre la volonté de celui à qui appartient le droit d'utilisation. Le Gouvernement déclare partager les vues qui ont inspiré cette proposition; mais il désire en étendre la portée et la rendre applicable à l'utilisation de toute chose quelconque.

Compte tenu de cette intention et des observations faites plus haut, le projet pourrait être rédigé comme suit :

"L'article 461 du Code pénal est complété par la disposition suivante :

"Est assimilé au vol et puni des mêmes peines, le fait de soustraire frauduleusement la chose d'autrui en vue d'un usage momentané et avec l'intention de la restituer ... ".

Si le Gouvernement persiste dans son intention de faire de la restitution effective une circonstance atténuante légale, il importerait tout au moins que cette atténuation soit attachée au fait que la restitution aura été réalisée avant que le coupable soit découvert ou sur le point de l'être. Le projet devrait alors être complété par un article qui disposerait :

"L'article 463 du même Code est complété par la disposition suivante :

"Toutefois lorsque la chose qui fait l'objet de l'infraction aura été restituée par l'auteur avant que celui-ci ait été découvert, la peine d'emprisonnement ne sera pas supérieure à trois ans".

Si l'on entend favoriser les restitutions d'objets volés, l'on pourrait même ajouter que le désistement de la partie lésée arrêtera les poursuites.

Le système proposé par le Conseil d'Etat a l'avantage de ne point prêter à équivoque : celui qui soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas se rend coupable d'un délit de vol s'il a l'intention de s'approprier la chose, et de délit assimilé au vol, s'il a l'intention de la restituer. S'il la restitue, il bénéficiera de circonstances atténuantes et pourra même ne pas être poursuivi si la victime du délit se désiste ou demande l'arrêt des poursuites.

Het ontwerp bedoelt het hoofdstuk van het Strafwetboek : "Diefstal en Afpersing" aan te vullen met bepalingen over de bestraffing van wat het "gebruiksdiefstal" noemt, dat is het misdrijf dat erin bestaat, andermans zaak tegen de wil van de eigenaar te gebruiken maar dan onder andere omstandigheden dan die welke diefstal opleveren als omschreven in artikel 461 van dat wetboek.

Daartoe zouden in het Strafwetboek twee artikelen worden ingevoegd, namelijk :

"Artikel 461bis. Hij die, zonder onder toepassing te vallen van het vorige artikel, een zaak die hem niet toebehoort, tegen de wil van de eigenaar gebruikt, is schuldig aan gebruiksdiefstal.

Behoudens hetgeen in artikel 463bis terzake van de strafmaat is bepaald, zijn al de wettelijke bepalingen betreffende de diefstal toepasselijk op de gebruiksdiefstal.

Artikel 463bis. Buiten de omschrijvingen in dit hoofdstuk wordt de gebruiksdiefstal bepaald in artikel 461bis gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank".

.../...

Gedacht is hier aan het "afgedwongen ontlenen" van andermans zaken - vooral autovoertuigen - voor kortstondig gebruik, met het oogmerk ze terug te geven, dit is zonder het voor eigenlijke diefstal kenmerkende oogmerk, zich de zaak toe te eigenen.

Een beroep op de wetgever acht de Regering noodzakelijk én wegens het sociale gevaar dat het zich veelvuldig voordoen van zulke feiten oplevert én wegens de recente rechtspraak van het Hof van cassatie, die in het wegnemen van andermans goed met het oogmerk het terug te geven geen diefstal wil zien (arrest van 16 november 1959, Pas. I, 325).

Zulke interpretatie, die afwijkt van de door het Franse Hof van cassatie gehuldigde, verhindert de bestraffing van feiten die dit nochtans zouden verdienen, en wettigt dus een optreden van de wetgever.

\+

\+ \+

Volgens dat cassatie-arrest zijn de wettelijke voorwaarden opdat er diefstal kan zijn niet vervuld als men andermans goed wegneemt, niet om het zich toe te eigenen, dit is "animo domini", maar met het oogmerkt het terug te geven. Die interpretatie betekent, dat het al dan niet teruggeven geen invloed op het al dan niet

.../...

bestaan van het wanbedrijf "diefstal" heeft, zodra bij het wegnemen van de zaak de bedoeling om ze terug te geven aanwezig was.

Dat het ontwerp een nieuw wanbedrijf, "gebruiksdiefstal", invoert, schijnt er wel op te wijzen dat de Regering zich met de interpretatie van het Hof van cassatie verenigt. De bestraffing van dat wanbedrijf moge vrijwel geheel dezelfde zijn als die van diefstal, de omschrijving daarentegen is zo, dat de bestanddelen van "diefstal" met zoveel woorden worden uitgesloten ("zonder onder de toepassing van het vorig artikel, dit is artikel 1 van het ontwerp, te vallen"). Het begin van de memorie van toelichting versterkt nog die indruk, bij zoverre zelfs dat het ontwerp op het eerste gezicht inderdaad lijkt te dienen om de bestraffing van het wegnemen van andermans goed, met het oogmerk het terug te geven, te regelen.

De memorie van toelichting spreekt dat verderop echter tegen, waar ze uitdrukkelijk zegt : "al is de gebruiksdiefstal een werkelijke diefstal, het blijkt niettemin dat de bedoeling de zaak aan de eigenaar terug te geven, als ze werkelijk wordt uitgevoerd, in het algemeen een verlaging van de gevangenisstraf verdient, die volgens artikel 463 van het Strafwetboek voor een gewone diefstal tot vijf jaar kan gaan". Nog verder, met name waar sprake is van de poging tot gebruiksdiefstal, leest men : "In dit stadium van het misdrijf is immers de eventuele bedoeling de zaak terug te geven nog niet in een daad tot uiting gekomen en het ware moeilijk haar te ontdekken".

.../...

Uit die twee passussen van de memorie van toelichting moet men wel besluiten, dat de Regering de "gebruiksdiefstal" niet opvat als een van diefstal onderscheiden misdrijf, maar als een bepaald soort diefstal, die van gewone diefstal hierin verschilt, dat bij het wegnemen van de zaak de bedoeling aanwezig is ze terug te geven en dat zulke teruggave ook werkelijk volgt.

Verstaat de Regering het inderdaad zo, dan zijn bij het ontwerp de volgende bedenkingen te maken:

I.

"Gebruiksdiefstal" is in de ontworpen regeling eerst bij de teruggave voltooid. Pas dan immers zijn de drie bestanddelen van het misdrijf : wegneming, bedoeling terug te geven, en werkelijke teruggave, alle aanwezig. Dit brengt mede dat wegneming van andermans goed met het stellige voornemen het terug te geven, vóór de teruggave niet strafbaar zou zijn : niet strafbaar immers als diefstal, gelet op de bedoeling (arrest van het Hof van cassatie), en niet strafbaar als "gebruiksdiefstal", aangezien per definitie nog geen teruggave heeft plaatsgevonden.

Niet de bestraffing van het wegnemen van andermans goed, als de feiten geen diefstal opleveren in de betekenis die het Hof van cassatie daaraan hecht ,

.../...

wordt dus in het ontwerp geregeld. Het bereikt alleen, dat de maximumstraf die de rechter kan uitspreken als op wegneming van de zaak werkelijk teruggave is gevolgd, van vijf tot drie jaren wordt verlaagd. Daar is geen wet voor nodig. De rechter moet bij het toemeten van de straf immers rekening houden met alle omstandigheden, of ze de beklaagde al dan niet gunstig zijn. Krijgt hij een misdrijf te berechten dat diefstal oplevert, dan zal hij er zeker rekening mee houden dat het gestolene teruggegeven is. Bij het beoordelen van die omstandigheid en van de mate waarin zij strafverlaging wettigt, zal hij trouwens kunnen nagaan of de teruggave een bedoeling verwerkelijkt die bij het wegnemen aanwezig was, dan wel of zij is ingegeven door wroeging of ook nog door schrik voor de gevolgen van diefstal. Dat is toch uiteraard de taak van de strafrechter en het is niet duidelijk welk nut het kan hebben de wetgever in de beoordeling van die nuances te betrekken, als het door hem omschreven misdrijf eigenlijk maar een soort diefstal is.

II.

Poging tot "gebruiksdiefstal" zal volgens het ontwerp als poging tot diefstal worden gestraft. Hierbij is allereerst op te merken, dat op voltooide "gebruiksdiefstal" - behalve dan wat de maximumgeldboete betreft - juist de straffen worden gesteld die op gewone poging tot diefstal staan. Aan poging tot gebruiksdiefstal

.../ ...

verbindt het ontwerp dus vrijwel gelijke straffen als aan het voltooide wanbedrijf zelf. Zoiets is met de algemene beginselen van het Belgische strafrecht bezwaarlijk overeen te brengen. Wel wordt, voor enkele van de talloze misdrijven die in het Strafwetboek en in de bijzondere wetten zijn omschreven, de poging als het voltooide misdrijf zelf gestraft. Dat is echter hoogste uitzondering.

Bovendien kan men zich afvragen of poging tot gebruiksdiefstal juridisch gezien wel mogelijk is. In het feit dat men verhinderd was andermans goed weg te nemen kan die poging niet bestaan, want wegneming met het oogmerk de zaak terug te geven is volgens het systeem van het ontwerp op zichzelf geen wanbedrijf. Evenmin kan de poging hierin bestaan dat men verhinderd was terug te geven. Volgens de algemene beginselen van het strafrecht immers is er poging tot wanbedrijf als de dader verhinderd was een culpoze bedoeling, die een begin van uitvoering heeft gekregen, door te zetten. Teruggave integendeel wijst niet op de wil uitvoering te geven aan een culpoze bedoeling, wél op het voornemen de gevolgen van een bedrieglijke wegneming goed te maken.

III.

Is teruggave als feit gemakkelijk vast te stellen, zij moet, men vergete het niet, een bedoeling verwerkelijken die reeds van tevoren aanwezig dient te zijn, met name op het ogenblik dat de zaak wordt weggenomen ; het is niet voldoende dat de dader uit wroeging of schrik besluit tot teruggave van hetgeen hij zich aanvankelijk bedoelde toe te eigenen. Zal men, tenzij de beklaagde bekent, wel ooit kunnen bewijzen dat zulke teruggave geen bedoeling verwerkelijkt die van meet af

aanwezig was. Waar twijfel toch de beklaagde ten goede moet komen, zal wegneming van andermans goed, wanneer werkelijk teruggave is gevolgd, voortaan nooit anders meer dan als gebruiksdiefstal kunnen worden aangemerkt. In feite dus is teruggave maar een verzachtende omstandigheid die nu, anders dan in de bestaande regeling, niet meer ter beoordeling van de rechter zou staan, maar in de wet zelf zou worden aangegeven.

IV.

Waar het werkelijke teruggave tot een kenmerkend bestanddeel van het misdrijf maakt, voert het ontwerp een wanbedrijf in, dat in twee, wel te onderscheiden gedragingen uiteenvalt : aan de ene kant wegneming met het oogmerk de zaak terug te geven, aan de andere de teruggave zelf. Dit is dus een nieuw type van wanbedrijf, dat geen ogenblikkelijk en evenmin een voortdurend wanbedrijf, maar als het ware een "wanbedrijf in twee tijden" is. Tussen beide gedragingen in kan immers een min of meer lange tijd verstrijken. Wanneer begint dan de verjaring te lopen ? Daarover zegt het ontwerp niets. Aangenomen mag dus worden, dat de Regering hier de gemeenrechtelijke regelen toepassing wil doen vinden : eerst bij de teruggave is het wanbedrijf voltooid en begint dus de driejarige verjaring te lopen ; als het bij gewone diefstal ging, zou de verjaring op het tijdstip van de

.../...

bedrieglijke wegneming ingaan en bij de eventuele teruggave zelfs reeds verkregen kunnen zijn. Teruggave na verloop van een aantal jaren moge weinig waarschijnlijk zijn waar het om autovoertuigen gaat, voor andere voorwerpen als schilderijen, boeken en kunstvoorwerpen is dit niet het geval.

V.

De uitdrukking "zonder onder de toepassing van het vorig artikel te vallen" doelt niet alleen op de tekst van artikel 461, maar ook en vooral op de uitlegging die het Hof van cassatie eraan gegeven heeft; met name in verband met de wil zich de zaak toe te eigenen. Ligt een wetstekst vast zolang de wetgever hem niet wijzigt, de interpretatie ervan kan verschuivingen ondergaan in tijd en ruimte. De rechtspraak van het Hof van Cassatie is voor de rechtbanken trouwens niet bindend· ook is het mogelijk dat het Hof zijn rechtspraak wijzigt; de ontworpen bepaling zou in zulk geval zin noch inhoud hebben.

VI.

Voorts zijn bij het ontwerp een aantal minder fundamentele opmerkingen te maken :

.../...

1° De wet zelf behoeft aan de feiten die ze tot misdrijf maakt geen speciale naam te geven, want daarmee wordt aan de tekst niets toegevoegd ; men late dat liefst aan de rechtsleer over, die het reeds voor andere misdrijven als "huisdiefstal" en "gekwalificeerde diefstal" heeft gedaan.

2° Niet erg gelukkig is, het misdrijf te typeren als "het gebruik" van andermans goed. Niet het gebruik van de zaak, wél het wegnemen ervan is in dit misdrijf als het materiële bestanddeel aan te merken. Dit is niet louter een kwestie van woorden : mocht de dader het weggenomene om enigerlei reden niet kunnen gebruiken, dan zou hij immers, krachtens het beginsel dat de strafwet strikt te interpreteren is, aan bestraffing kunnen ontkomen.

3° Evenmin gaat het op, dat "gebruik" alleen strafbaar te stellen als het tegen de wil van de eigenaar geschiedt ; strafbaar moet het ook zijn wanneer het ingaat tegen de wil van hem die, zoals de vruchtgebruiker, een zakelijk recht bezit of van al wie op de zaak een gebruiksrecht heeft, zonder er eigenaar van te zijn.

4° De dubbelzinnigheid die ontstaat doordat ontwerp en memorie van toelichting niet geheel overeenstemmen waar zij het over de aard van het misdrijf "gebruiksdiefstal" hebben, dreigt moeilijkheden mede te brengen,

.../...

bij de toepassing van met het begrip "diefstal" werkende wetten (bijvoorbeeld de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, artikel 3, eerste lid) en de uitvoering van met datzelfde begrip werkende contracten (contract verzekering tegen diefstal).

\+

\+ \+

De gevolgen waartoe de voorgenomen regeling uiteindelijk zou leiden, doen de Raad van State tot algehele omwerking van het ontwerp adviseren.

Het systeem dat de Raad hierna in overweging geeft, gaat uit van het op 29 juni 1961 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediende wetsvoorstel (voorstel CHARPENTIER - Gedr. St. 102, B.Z, 1961, nr I). Dat voorstel bedoelt artikel 461 van het Strafwetboek zó aan te vullen, dat het gebruiken van een motorrijtuig of van een fiets tegen de wil van hem die het gebruiksrecht ervan heeft, gelijkstaat met diefstal en als zodanig wordt gestraft. De Regering verklaart, zich te verenigen met de zienswijze die aan dat voorstel ten grondslag ligt ; ze wenst dit laatste echter een ruimere strekking te geven, zodat het toepassing zou vinden op het "gebruik" van enigerlei zaak.

.../...

Met het oog daarop en met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt, stelle men het ontwerp als volgt :

"Artikel 461 van het Strafwetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Met diefstal wordt gelijkgesteld en met dezelfde straffen wordt gestraft het bedrieglijk wegnemen van andermans goed voor een kortstondig gebruik en met het oogmerk het terug te geven ...".

Blijft de Regering bij haar voornemen, werkelijke teruggave tot een in de wet zelf aangegeven, verzachtende omstandigheid te maken, dan ware de strafverlaging althans hiervan afhankelijk te stellen, dat de teruggave plaats heeft vooraleer de dader is ontdekt of op het punt staat ontdekt te worden. In dat geval voege men aan het ontwerp een als volgt luidend artikel toe :

"Artikel 463 van hetzelfde wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Heeft de dader de zaak die het voorwerp van het misdrijf is, teruggegeven nog vooraleer hij werd ontdekt, dan bedraagt de gevangenisstraf echter niet meer dan drie jaren".

Wenst men teruggave van gestolen voorwerpen in de hand te werken, dan kan men er zelfs bijvoegen, dat afstand vanwege de benadeelde partij de vervolgingen stuit.

.../...

Het door de Raad van State voorgestelde systeem heeft het voordeel ondubbelzinnig te zijn : wie een hem niet toebehorende zaak bedrieglijk wegneemt, maakt zich schuldig aan het wanbedrijf "diefstal" als hij het oogmerk heeft zich de zaak toe te eigenen, aan een met diefstal gelijkstaand wanbedrijf als hij het oogmerk heeft ze terug te geven. Doet hij dit werkelijk, dan verdient hij verzachtende omstandigheden en is het zelfs mogelijk dat hij helemaal niet wordt vervolgd als de door het wanbedrijf benadeelde daarvan afziet of vraagt dat de vervolging wordt gestuit.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.